

L'extrême droite n'est pas du côté des travailleuses et des travailleurs!

Les 30 juin et 7 juillet prochains, les Français.es sont appelé.es à se rendre aux urnes à la suite du choix de Macron de dissoudre l'Assemblée nationale.

Plus que jamais, le RN et ses alliés peuvent prendre le pouvoir.

Mais que l'on soit salarié.es, entrepreneur.ses, retraité.es étudiant.es, citoyen.nes ou militant.es, il est important d'analyser la position des élu.es du RN à l'Assemblée pour comprendre qu'ils ne **portent pas les revendications des travailleurs**, quoi qu'ils en disent sans cesse dans les médias.

Pouvoir d'achat des salarié.es:

- Contre l'augmentation du SMIC
- Contre l'indexation des salaires sur l'inflation (comme c'était le cas jusqu'en 1983 – ou comme actuellement en Belgique ou Pays-Bas)
- Contre le blocage des prix des produits de première nécessité
- Contre le gel des loyers
- Contre la gratuité des cantines

Fiscalité:

- Contre le retour de l'ISF ou la taxe sur les revenus supérieurs à 3 millions d'€
- Contre l'augmentation de la TVA pour les produits de luxe
- Contre la hausse des moyens de lutte contre l'évasion fiscale.
- Contre la taxation des yachts et jets privés
- Contre la taxation du kérosène aérien

Services publics:

- Contre le recrutement de sapeurs-pompiers et la revalorisation de leurs salaires
- Contre les plans de lutte contre les violences faites aux femmes

Droits des salariés:

- Défavorable à l'augmentation des droits pour les salarié.es de se faire représenter (Syndicats et Instances paritaires)
- Contre la gestion paritaire des caisses de retraites ou caisses communes

Le pouvoir entre ses mains, l'extrême droite pourra:

- Choisir et nommer le gouvernement et ministres
- Placer les personnes dans les ministères stratégiques (intérieurs, défense, travail...)
- Placer les chef.fes des grandes entreprises
- Remettre en cause la gestion paritaire des caisses communes (retraites...)
- Gérer les avancements des hauts fonctionnaires notamment de la justice.

FAIREFRON' POPULAIRE



Dans ce moment historique, alors que le président a choisi de dissoudre l'assemblée et de prendre le risque de confier le pays à l'extrême droite, les travailleuses et les travailleurs de ce pays méritent que leurs revendications soient entendues et mises en œuvre! Sous la pression populaire, le nouveau front populaire s'est constitué. Il porte un certain nombre

de revendications des travailleurs et travailleuses :

Augmentation des salaires, retraites à 60 ans, abrogation de la réforme de l'assurance chômage, taxation des dividendes au profit du travail...

Sans donner carte blanche à ce nouveau front populaire, la CGT appelle à se rendre aux urnes les 30 juin et 7 juillet prochain et à voter pour les candidat.es du front populaire qui portent ces revendications.

La CGT poursuivra au-delà du 7 juillet la pression populaire pour la mise en œuvre du programme.

En portant des mesures justes et réalistes, permettant de reconnaitre et de valoriser le travail d'augmenter les salaires, de remettre la retraite à 60ans et d'aller taxer les ultras riches de ce pays, chacun doit prendre conscience de l'enjeu et se rendre aux urnes les 30 juin et 7 juillet prochain

Justice sociale

Lutte contre l'évasion fiscale

Fin de l'austérité

Valeurs de solidarité et d'humanisme

Paix

Aide aux plus précaires

Retour des services publics

Plan de rupture environnementale

Education et culture

Reconnaissance des travailleurs-ses

Retour de la retraite à 60ans

Droit pour les salarié.es de se faire

représenter

Travail avec la société civile organisée

E MAIS PAS NEUT

